

culture était une réunion de beaucoup d'arts et de beaucoup de sciences.

C'est ainsi que doivent concourir pour le bon fonctionnement des systèmes d'irrigations les savoirs réunis de l'hydraulique, de l'agronome et de l'homme d'Etat; et de cela dépendra la plus grande réussite de l'entreprise, qui doit être conduite par l'effort commun sans aucun exclusivisme. Il faut donc chercher la convergence de tous les efforts, de sorte que leurs résultats soient les meilleurs et les plus favorables pour la réalisation dans chaque cas de l'effet utile, vers lequel se dirigeront les plus nobles et les plus patriotiques aspirations.

Elle pourra sans doute réussir en élevant le cœur et l'imagination au-dessus de tout intérêt de classe vers le désir ardent et unique de l'agrandissement de l'Espagne, en ayant toujours présent devant nos yeux et surtout dans le fond de notre volonté que « développer l'agriculture c'est servir la patrie ».

*Fin des études de Salamanca*



## L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN ESPAGNE

Le mouvement d'opinion en faveur de la réforme de l'instruction publique, a pris une nouvelle intensité à la suite de notre désastre de 1898. Le mot de Joachim Costa, ce maître en phrases : « des écoles et à manger » est devenue véritablement un lieu commun en Espagne. Mais il est à craindre que cette obsession pédagogique ne soit qu'une mode de plus et comme telle, fragile et passagère. On observe cependant dans les villages un certain mouvement en faveur de cette question. C'est un fait très consolant, car jadis presque tous les habitants de la campagne et un grand nombre encore aujourd'hui, se montrent plutôt sceptiques pour tout ce qui touche l'instruction publique. Cet intérêt semble se réveiller surtout parmi les populations qui ont la bonne fortune d'avoir un maître d'école sérieux. Il y avait donc, malheureusement un grand fond de vérité dans cette terrible phrase de Zahonero : « Pourquoi les maîtres d'école se plaignent-ils qu'on ne les paie pas, s'ils n'ont pas su élever une génération capable de les payer ? »

Il y a à peine quarante-cinq ans, au début de la Révolution, différentes commissions envoyées par les villages, venaient trouver le chef politique de la province de Salamanque et lui demandaient de supprimer les écoles, pour n'avoir pas à les entretenir, ni à payer les maîtres d'école. Et durant des années, à la suite de ces démarches e fut une

de nos plus grandes hontes nationales, de voir, en certaines provinces, les maîtres d'écoles enseigner, sans recevoir de traitement. Heureusement, cet état de choses a pris fin depuis le jour où le Comte de Romanones, étant ministre de l'Instruction publique, attira l'attention du gouvernement sur l'enseignement primaire. Actuellement, nos maîtres d'école reçoivent un traitement de l'Etat, du pouvoir central, et c'est, ce que nous avons, de plus européen en Espagne. Il a même été décrété que leurs traitements ne pourrait être inférieurs à mille pesetas par an : toutefois ce décret n'a pas encore obtenu une application.

Il manque cependant beaucoup, pour que notre instruction primaire soit à la hauteur de celle d'un peuple cultivé : mais notre manie de nous calomnier nous-mêmes, nous fait exagérer encore nos misères. Les illettrés ne sont pas aussi nombreux qu'on veut bien le dire, à l'étranger : il y a des détracteurs qui vont jusqu'à en fixer le chiffre à 80 % !! Effectivement les illettrés sont très inégalement répartis, et ils n'arrivent pas à cette proportion, même dans les provinces les plus pauvres : d'ailleurs leur nombre diminue rapidement, le service militaire obligatoire y contribue pour une grande part. Le plus grand nombre des illettrés est dû à ce que, dans les régions agricoles, qui sont la majorité en Espagne, les parents retirent leurs enfants le plus tôt possible de l'école, pour qu'ils les aident dans les champs : et dès lors ceux-ci oublient facilement le peu qu'ils ont appris. Mais cette mauvaise habitude tend de plus en plus à disparaître : car l'émigration et maints autres faits sociaux, finissent par montrer qu'il est utile de savoir lire, écrire et compter.

Malgré toutes ses imperfections, qui sont nombreuses et évidentes, l'instruction primaire, nationale et publique, est la moins mal partagée en Espagne. Les écoles privées, y compris celles des ordres religieux, sont en moyenne très inférieures en efficacité pédagogique, aux écoles nationales ou de l'Etat, alors même que leurs locaux ou leur mobilier scolaire aient une certaine supériorité. Les meilleures écoles primaires en Espagne, sont, sans aucun doute, les écoles nationales de quelques villes, qui s'intéressent d'une façon spéciale à l'instruction primaire, parmi lesquelles il convient de citer Carthagène.

L'instruction secondaire enseignée dans les Lycées est dans un état d'abandon beaucoup plus grand. Une amélioration a été tentée pour l'organisation des locaux. Durant ces dernières années, on a construit de nouveaux et magnifiques édifices pour l'enseignement secondaire : à Logrono, Guadalajara, la Corogne, Zamora, Palencia, etc., etc., mais l'édifice intérieur, c'est-à-dire le système pédagogique, s'est très peu amélioré. Ce ne sont que de perpétuels tâtonnements et changements de plans, sans jamais

pénétrer jusqu'aux sources du mal. Il fut un temps où dominèrent avant tout, la préoccupation des questions pratiques et la création d'institutions techniques, où l'on rognait les humanités, croyant qu'avec le bagage d'une petite encyclopédie technique, on préparait les jeunes gens aux luttes pour la vie. On pensait à tout, excepté à former leur esprit et à les discipliner. Ce fut le temps où l'on répétait sur tous les tons : « moins de docteurs et plus d'industriels », et où l'on multipliait les Ecoles d'Arts et Métiers et les Ecoles industrielles, d'où sortaient de prétendus docteurs en industrie, aussi mauvais docteurs que les autres. Ce fut là l'effet de cet horrible scientisme du dernier tiers du siècle précédent, époque de technicisme, et si peu humanitaire pour avoir été si peu humaniste.

On en arriva à parler chez nous de surmenage ! Du surmenage intellectuel en Espagne !! L'élève prenait peut-être dans la même année de nombreuses inscriptions : mais de cela à ce qu'on le fit beaucoup étudier, il y a une très grande différence. En général, dans nos institutions d'enseignement secondaire, on étudiait, et on étudie encore aujourd'hui peu, très peu, presque rien. On n'apprend même pas à l'élève à étudier. Loin d'avoir des internats — qu'il conviendrait cependant d'essayer, comme à Cordone, Cabra et Baeza — il n'y a pas même de salles d'étude, où les élèves pourraient étudier, sous la surveillance d'inspecteurs, de répétiteurs qui pourraient aider le professeur dans la tâche fatigante de faire réciter les leçons, manquent également, c'est à peine si nous connaissons ce qu'on appelle « devoirs » en France. Du reste, en général, le travail n'écrase pas nos professeurs d'enseignement secondaire. Et voilà pourquoi la culture moyenne d'un bachelier espagnol est très incomplète : il n'a aucune discipline intellectuelle, ni l'habitude de l'étude, quand il aborde l'enseignement supérieur ou professionnel. Notre jeune homme de 16 à 18 ans, âge auquel il termine son baccalauréat, a l'esprit généralement assez éveillé, quand l'oisiveté ou le vice ne l'ont pas déjà perverti : mais il ne sait rien à fond et ses connaissances sont très bornées. L'instruction moyenne du bachelier français, doté d'un même degré d'intelligence, est plus forte, bien qu'elle pêche, semble-t-il, par une certaine uniformité. J'ai pu observer chez tous les jeunes bacheliers français que j'ai rencontrés, qu'ils énonçaient les mêmes jugements et de la même manière. S'il est question de littérature française, par exemple, je sais à l'avance ce qu'ils me dirait de chaque auteur. Chez les nôtres, on rencontre plus d'individualité : ils sont plus personnels, mais le manque de base, le défaut de méthode dans leurs études, la tendance à l'oisiveté, font tout perdre. Chez l'Espagnol qui arrive à se distinguer dans une branche quelconque



du savoir humain, soit littéraire, soit scientifique, on reconnaît presque toujours un autodidacte, avec tous ses défauts, mais aussi avec toutes les qualités adhérentes à cette variété scientifique.

J'ai la conviction que c'est l'enseignement secondaire qui a le plus besoin de réforme en Espagne, plus encore que l'enseignement primaire, qui se heurte toujours à des difficultés d'ordre social ou économique, ou même à des éléments climatériques ou démographiques. La réforme devra commencer par la base, et être une réforme d'ordre moral, dans la discipline écolière, comme dans le corps professoral. Car il y a peu d'organisations espagnoles dépendant du gouvernement, aussi indisciplinées que le personnel enseignant.

Il faut d'abord faire savoir aux étrangers, — puisque c'est une chose qu'on se refuse à croire en dehors de l'Espagne — que la liberté de la chaire professorale est absolue, illimitée, dans notre pays, beaucoup plus grande que dans n'importe quel autre pays du monde. Le professeur en Espagne, dit tout ce qu'il veut du haut de sa chaire, sans que personne puisse l'en empêcher. Il n'y a aucune inspection : jamais inspecteur, ni aucune autorité n'entre dans une classe pour voir comment l'enseignement y est donné. Le professeur peut, ou non, agréer son cours d'explications : il peut, si l'envie l'en prend, enseigner l'astronomie de Ptolémée ou la chimie de Van Helmont, ou la physiologie du Moyen-Age : quand au sens religieux de son enseignement, il n'en rend compte à personne. C'est une grosse erreur de croire que l'Eglise catholique, religion officielle d'Etat, s'introduise dans notre enseignement public. La loi sur l'Instruction Publique, encore en vigueur, de 1857, et le Concordat entre l'Espagne et le Saint-Siège, confèrent aux évêques le droit d'exercer cette inspection : mais, en fait, ils ne l'exercent jamais. Et mal leur en prendrait, s'ils l'essayaient ! En Espagne, on peut enseigner du haut d'une chaire professorale, des doctrines hérétiques et même matérialistes ou athées, rien n'empêche non plus d'y parler contre les constitutions fondamentales de l'Etat. Il est utile qu'on sache cela, au-delà de nos frontières, puisque au courant de ces dernières années — et particulièrement à propos de l'affaire Ferrer, le grand pédagogue de l'Ecole Moderne !!! — on a répandu dans toute l'Europe une foule d'inepties, de mensonges, de calomnies et de sottises pour le compte de l'Espagne, un des pays où certainement on jouit de la plus grande liberté de conscience. Tout cela est la conséquence en grande partie, non pas de la pression cléricale, qui n'existe ici qu'à l'état de mythe, mais du peu d'amour pour l'étude et de l'indiscipline des maîtres et des élèves. Car il est inutile d'ajouter que notre enseignement, aussi bien secondaire que supérieur, est

purement laïque. J'ai entendu dire qu'on se figurait encore maintenant à l'étranger que nos institutions secondaires ou universités, étaient aux mains du Clergé ou des Ordres religieux. Rien de plus faux. On n'exige du professeur aucune profession de foi catholique, apostolique et romaine, et beaucoup d'entre nous, ne sont même pas catholiques.

Avec une préparation aussi incomplète, reçue dans les établissements d'enseignement secondaire, il est facile de comprendre dans quel état d'esprit nos jeunes étudiants ontrent dans les Universités. Nous avons dix Universités en Espagne : c'est peut-être trop : il y a des



Unamuno

Facultés où les professeurs sont plus nombreux que les élèves. Il n'y aurait pas grand mal à cela, si seulement on y travaillait ! Toutefois, par respect pour la vérité, il faut dire que dans l'enseignement supérieur, surtout dans certaines Facultés, comme celles de Médecine, de Sciences et de Lettres, il y a un réel progrès. Mais la Faculté de Droit est toujours la plus arriérée et la plus routinière.

Selon quelques-uns, il est impossible de tenter maintenant une réforme de nos Universités, parce que tout dépend du personnel enseignant, et qu'il faut attendre une nouvelle génération de professeurs, issus de cette jeunesse studieuse, que nous envoyons se former, depuis plusieurs années, à l'étranger, et surtout en Allemagne. Ils attendent la régénération de notre enseignement universitaire, de « l'Association de bourses et de prolongations d'études », et d'autres institutions analogues. Pour moi, je ne veux pas mettre en doute l'efficacité de ces établissements, mais je ne crois pas que nous devions espérer notre salut d'eux seuls. Je pense qu'il nous faut, avant tout, une forte action disciplinaire venant d'en haut, pour rétablir l'accomplissement strict du devoir, aujour-

d'hui très relâché. Peut-être même nous faudrait-il faire appel à une certaine rigidité, pour remettre en vigueur les règlements nécessaires à la bonne marche des études.

Ces jeunes gens qui nous reviennent tout formés de l'étranger — c'est-à-dire, qu'ils passent leur vie à se former, à affiner leur faux, mais sans moissonner — s'ils ne tombent pas dans le pédantisme, en entrant dans le professorat, se laissent peu à peu influencer au contact de notre milieu traditionnel d'oisiveté et de routine, et dégénèrent comme tous les autres. Ou bien, ils cherchent à exercer leur action dans le journalisme ou la politique, au grand détriment de leur chaire professorale. Mais ces chaires se transforment, pour les ambitieux de la richesse, d'une position sociale ou de la gloire, en véritables tremplins pour atteindre plus haut. Le sentiment, que l'enseignement est un sacerdoce, n'existe pas.

De plus — c'est triste à dire, mais la vérité l'exige — nos Universités ne forment pas de véritables organismes. Elles ne se renouvellent pas à l'aide de leurs propres ressources, mais elles se continuent en faisant appel à des éléments étrangers, par juxtaposition. Quand il se présente un poste vacant, il est pourvu par concours, au moyen d'examens qui se passent à Madrid. Il se présente alors des cas comme le mien : venir à cette Université de Salamanque, où je suis depuis 23 ans, dont 13 en qualité de recteurs, sans avoir ici un camarade, sans être connu, sans jamais avoir eu une seule relation amicale préalable avec cette Université. Il est vrai qu'avec des conseils académiques qui ne seraient faits ni par des Universités autonomes, ni pour elles, l'autonomie universitaire deviendrait bien vite désastreuse, et une source de népotisme.

Nos dix Universités sont unifiées : on y explique les mêmes matières d'étude, en suivant le même plan. Toutefois chaque professeur à son programme particulier, qu'il peut changer d'une année à l'autre, et de fait il n'est pas obligé de s'y tenir strictement. Depuis quelques années seulement, on a supprimé, dans les Universités, Institutions ou Lycées, l'examen de fin de cours, devant un jury, pour tous les élèves officiels — c'est-à-dire ceux qui se sont fait inscrire au commencement du cours et se sont engagés à assister à toutes les classes. C'est le professeur qui juge seul, ses élèves, en leur faisant, à son gré, passer un examen, et il leur décerne lui-même les notes qualificatives de fin de cours, avec la mention : reçu ou refusé. Mais, depuis ce détestable procédé, c'est à peine si quelques élèves d'une incapacité notable, se voient obligés de recommencer le même cours, ou au contraire, on trouve des classes entières à la merci d'un professeur qui veut passer pour trop impartial. Le jury d'examen remplaçait jusqu'à un certain point, quoi-



que faiblement, l'inspection technique. Mais aujourd'hui, le professeur n'a plus aucun contrôle. Bien plus, en conséquence de cette malheureuse innovation, les étudiants, qui ne viennent pas à l'Université pour apprendre, mais pour être reçus à la fin du cours, organisent à chaque instant, et sous les prétextes les plus futiles, ces prétendues grèves (!!!) scolaires, souvent avec la connivence tacite de leurs parents, qui ne se préoccupent pas des connaissances que leurs fils peuvent acquérir, mais bien de la possibilité pour eux d'obtenir un titre. Il va sans dire que ceci se passe souvent avec la complicité des professeurs, qui en sont les véritables instigateurs et responsables de ces grèves, en faisant avancer la date des vacances, et le professeur a recours à mille petits subterfuges, quelques-uns très subtils, pour laisser entendre son ardent désir de repos.

Toutes nos Universités dépendent directement de l'Etat : c'est lui qui les soutient et paye les professeurs. Les traitements sont les mêmes pour toutes. On entre dans l'Université avec 4.000 pesetas par an, traitement augmentant graduellement, avec l'ancienneté, jusqu'à 12.500, sans qu'il soit nécessaire pour cela d'être transféré d'une ville dans une autre. Dans certains cas, on peut se charger d'une chaire supplémentaire, avec une augmentation de 1.000 à 2.000 pesetas par an, selon que le cours a lieu chaque jour ou trois fois par semaine.

Les professeurs forment un corps, qui, en tant que corporation, n'a d'autre attribution que ceux d'élire un Sénateur pour le Parlement. A leur tête est le Recteur, nommé librement par le Ministre de l'Instruction Publique, dont il est comme le délégué, et qui peut le transférer comme il lui plaît. Actuellement, la charge de Recteur tend à s'affranchir de plus en plus de la politique. Mon prédécesseur exerçait le Rectorat dans cette Université, pendant 30 ans, et moi j'y suis depuis 13 ans. Or jamais aucun Gouvernement n'a exigé de moi aucune profession ni politique, ni religieuse ; et on m'a toujours laissé la plus complète liberté pour toutes sortes de campagnes, ou pour exprimer comme publiciste, mes différents points de vue. C'est que, je tiens à le répéter, l'Espagne est un des pays où l'on rencontre la plus grande liberté de parole et de conscience.

Peut-être me suis-je trop attardé, à montrer les défauts de notre système d'enseignement public. Aussi je tiens à ajouter que chaque jour, nous le sentons davantage, et on remarque partout un grand désir de réformes. L'enseignement primaire et supérieur ont déjà fait des progrès évidents : pas assez pourtant en ce qui concerne l'enseignement secondaire, ni les écoles dites spéciales d'ingénieurs ou d'autres spécialités. Pour ces dernières il convient d'attendre seulement les études techniques, et d'envoyer leurs élèves aux Facultés universitaires, où on étudie

mieux, pour la partie théorique. Peut-être pourrions-nous ainsi nous délivrer de la peste de l'« ingénierisme » et des indigestions de mathématiques si mal enseignées avec un rigorisme pédant et sans autre but que celui de faire une sélection du personnel, complètement à l'aveuglette ; ainsi disparaîtrait également cette manie de rendre toujours plus difficiles les études, sans autre raison que le caprice ou l'artifice. Un jeune homme en Espagne, qui arrive à être ingénieur, doit avoir la tête bien solide, et plus solide encore le cœur, pour ne pas sortir de l'Ecole complètement dégoûté de l'étude.

On note donc je le répète, un progrès dans tout notre enseignement. L'instinct de curiosité qui était endormi chez nous, paraît se réveiller, on étudie avec ardeur les langues vivantes : le français de préférence à l'italien, l'allemand de préférence à l'anglais. Le nombre des jeunes gens qui vont à l'étranger, augmente dans des proportions énormes, malheureusement ils subissent une sorte d'obsession germanisante dont je ne suis pas partisan. On parle et on écrit beaucoup sur les problèmes pédagogiques, et je crois qu'il ne resterait pas grand chose à nous demander si le sentiment du strict devoir professionnel venait à se fortifier, si le professeur ne cherchait plus à faire de sa chaire une sinécure, et si la discipline scolaire, encouragée par la discipline du corps professoral, s'affermissait de nouveau, principalement dans nos établissements d'enseignements secondaires. La solution du problème consiste en ce que les étudiants demandent qu'on leur donne une instruction solide et non pas des diplômes, et que ce soient eux-mêmes qui finissent par éliminer les professeurs inhabiles ou incapables, dont hélas ! le nombre n'est pas petit.

Mais jusqu'à aujourd'hui il n'y a pas encore eu une seule grève scolaire, à ce que je sache, dans laquelle les étudiants aient demandé qu'on retire la chaire à un professeur ignorant, stupide ou abruti par l'âge ou quelque autre infirmité. Et il pourrait, et il devrait y avoir de ces grèves là !

Qu'il reste donc bien avéré que notre instruction publique est atteinte de maux très graves, mais dont le remède ne se fera pas atteindre indéfiniment ; qu'elle ne subit aucune ingérence du pouvoir clérical, et qu'en Espagne, la liberté de la chaire professorale, non seulement existe, mais finit par être abusive et effrénée.

## Le facteur naval espagnol dans le problème méditerranéen

Il est indiscutable qu'un tel problème existe. *L'Internum mare* des latins n'a pas perdu son importance dans la politique mondiale. On put la voir diminuée, quant les regards distraits se tournèrent vers l'Amérique, mais elle resta comme une véritable mer intérieure pareille à un sac, ouvert seulement devant Gibraltar, gagnant d'importance quand Lesseps rompit l'isthme et qu'augmentèrent encore les nations les plus puissantes en faisant d'elle l'enjeu de leurs appétits. Ce serait une grande erreur de croire que ce n'est pas dans la Méditerranée que se jouera le sort de la guerre future. Les eaux où passèrent dans les siècles passés tels des prodiges des bateaux de 200 tonnes, verront la fureur des mastodontes des marines modernes.

Et cela ne sera pas pour obtenir une hégémonie dans ses domaines ce qui n'est qu'un songe, mais pour assurer un équilibre européen, chaque fois plus instable. Il n'y a pas longtemps que le ministre des affaires étrangères italien le Marquis de San Gulliano disait à la Chambre italienne : « La Méditerranée n'est pas aujourd'hui comme dans l'antiquité gréco-romaine, le centre unique de la civilisation, mais cela ne diminue en rien l'intérêt mondial qu'elle éveille... »

Aucune puissance ne peut ni doit prétendre à son domaine, mais toutes doivent aspirer à en jouir en commun. Les temps sont passés où Roger de Lauria rêvait de dominer avec les barques aragonaises les poissons méditerranéens, ou que le doge vénitien jetait sa bague dans les flots...

L'argument « *Marc nostrum* » pris comme devise par la « Ligue Navale » en Italie est plein d'une vanité puérile.

Tous les principaux pays européens tendent vers la Méditerranée dans leurs aspirations politiques. Ce n'est pas seulement la France, en se dédoublant au nord et au sud de ses côtes ; ni l'Italie en s'enferrant en Tripolitaine ; ni l'Autriche croyant que l'Adriatique est un vêtement trop étroit pour son corps ; ni l'Espagne en tâchant d'hypothéquer au Maroc un morceau de son histoire future ; ni l'Angleterre, resserrant toujours, de plus en plus, les anneaux de la chaîne qui au large des mers l'unit aux Indes ; c'est aussi la Grèce exposant ses revendications historiques par les îles Egées ; la Russie attendant le moment pour rompre avec les proues de ses bateaux l'obstacle diplomatique des Dardanelles ; ce sont petits Etats balkaniques qui veulent à tout prix arriver à la mer, fatigués de leurs montagnes ; et jusqu'à l'Allemagne au point d'apparaître à Alexandrie ou à Adana, quand les intérêts du chemin de fer de Bagdad la conduiront jusque-là. La mer de Nepote Duilio n'est plus latine ; il

*Miguel de Unzueta*